

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2024/001399]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2024. — Décret relatif au soutien à la presse écrite périodique non commerciale (1)**

Le Parlement a adopté, et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret institue un régime d'aides en faveur de la presse écrite périodique non commerciale, ci-après, « régime d'aides », en vue de garantir le pluralisme de la presse écrite périodique non commerciale en région de langue française et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et de soutenir le journalisme de qualité.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> éditeur de presse écrite périodique non commerciale, ci-après, l'éditeur : toute personne morale visée aux articles 1:2, 1:3, 6:1, 8:4 et 8:5 du Code des sociétés et des associations qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

- éditer un titre de presse périodique au sens de la définition visée au 2<sup>o</sup> ;
- disposer d'un siège social situé en région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- être indépendant de tout groupe de presse, de toute entreprise de médias et de toute entreprise commerciale ;
- être membre de l'Autorité pour l'autorégulation de la déontologie journalistique ;

- ne percevoir au cours de chaque exercice (année civile) des recettes propres provenant de la publicité commerciale que pour un montant inférieur ou égal à 25 % des recettes propres totales. Par recettes propres totales, on entend les recettes, hors subventions, générées par l'activité d'édition du titre de presse périodique. Les recettes de la publicité commerciale sont comptabilisées hors taxes, commissions et frais de régie déduits ;

2<sup>o</sup> titre de presse périodique : tout titre de presse écrite périodique imprimé et en ligne qui remplit cumulativement les conditions suivantes :

- présenter un contenu éditorial rédigé en langue française ;

- ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation judiciaire définitive de l'éditeur, du rédacteur en chef, de la rédactrice en chef, de l'auteur ou de l'auteurice de l'article litigieux, dans les dix dernières années, pour une violation soit de l'une des valeurs démocratiques énoncées à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne, soit de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, soit de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, ou de toute autre forme de génocide, soit de la loi générale du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, soit de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre les discriminations entre les hommes et les femmes ;

- contenir des informations générales, des analyses, des commentaires, des interviews et des débats portant principalement et cumulativement sur des matières politiques, socio-économiques, sociétales et culturelles ;

- contenir un volume éditorial total par année civile des titres imprimés, à l'exclusion des annonces publicitaires et du contenu parrainé, d'au moins 800.000 signes, espaces compris ;

- faire l'objet d'une publication régulière, avec au minimum quatre publications par année civile ;

3<sup>o</sup> la loi du 30 décembre 1963 : la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel ;

4<sup>o</sup> journaliste professionnel : la personne physique qui bénéficie du titre de journaliste professionnel au sens de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel ;

5<sup>o</sup> stagiaire : journaliste répondant à l'ensemble des critères prévus à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 décembre 1963 relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel, à l'exception du 4<sup>o</sup>, et pouvant prouver au moins trois mois consécutifs d'activité journalistique ;

6<sup>o</sup> Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française ;

7<sup>o</sup> Services du Gouvernement : le Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à la reconnaissance*

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Pour bénéficier du régime d'aides, l'éditeur doit faire l'objet d'une reconnaissance en qualité d'éditeur de presse écrite périodique non commerciale délivrée par le Gouvernement, moyennant le respect, durant les deux années précédant l'année de sa demande, des conditions cumulatives suivantes :

1<sup>o</sup> éditer un titre de presse périodique au sens de l'article 2, 2<sup>o</sup> ;

2<sup>o</sup> proposer le titre de presse périodique à la vente dans au moins vingt-cinq points de vente situés en Belgique dans la région de langue française et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3<sup>o</sup> vendre chaque année civile au minimum 3.000 exemplaires du titre de presse périodique ;

4<sup>o</sup> rémunérer au moins un journaliste professionnel ou un journaliste stagiaire ;

5<sup>o</sup> publier sur son site internet les éléments constitutifs de sa ligne éditoriale.

§ 2. Il joint à sa demande de reconnaissance un plan d'action listant les mesures concrètes qu'il compte prendre en vue de :

- 1° concrétiser, dans ses équipes et ses contenus, les principes d'égalité femmes-hommes et de diversité ;
- 2° sur le plan opérationnel, mettre en place une gestion raisonnée des ressources, notamment par l'utilisation de papier recyclé et d'encres écologiques, le recours à des acteurs locaux et des modes de distribution doux, ainsi qu'aux modes de déplacement alternatifs à l'avion lors des reportages ;
- 3° développer ou contribuer chaque année, au moins une action en matière d'éducation aux médias.

Ce plan présente, en outre, la couverture territoriale du titre de presse périodique, ainsi que sa contribution au débat démocratique et au pluralisme des opinions et l'éventail des sujets et actualités relevant au moins des domaines politique, économique, social et culturel sur le plan national et international.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La reconnaissance visée à l'article 3 est accordée pour une durée de trois ans, pour autant que son bénéficiaire respecte les conditions énoncées à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>. Le bénéficiaire remet aux Services du Gouvernement, au plus tard quatre mois avant l'arrivée de l'échéance du terme de sa reconnaissance, un rapport d'activité attestant du respect des conditions de l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup> et de la réalisation des mesures concrétisant le plan d'action de l'article 3, paragraphe 2.

Le Gouvernement arrête les modalités pratiques de ce rapport d'activité.

§ 2. La reconnaissance peut être renouvelée, sans que sa durée cumulée ne puisse excéder la durée du régime d'aides définie à l'article 7. Pour que la reconnaissance puisse être renouvelée par le Gouvernement, l'éditeur doit introduire une demande de renouvellement en se conformant aux conditions prévues par l'article 3. Il doit, en outre, être en mesure d'attester, sur la base du rapport visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, la mise en œuvre des mesures concrètes prévues dans son plan d'action relatif à sa reconnaissance actuelle.

**Art. 5.** Lorsque les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour reconnaître l'ensemble des éditeurs répondant aux conditions de l'article 3, un ordre de reconnaissance prioritaire est défini selon un classement établi sur la base des critères suivants par ordre d'importance :

- 1° le respect des conditions cumulatives énoncées aux articles 2, 2°, et 3, § 1<sup>er</sup> ;
- 2° la qualité du plan d'actions de l'article 3, § 2 ;
- 3° le nombre de journalistes professionnels et stagiaires qui contribuent de manière régulière contre rémunération à la rédaction d'articles du titre de presse périodique ;
- 4° la couverture territoriale du titre de presse périodique ;
- 5° la contribution au débat démocratique et au pluralisme des opinions et l'éventail des sujets et actualités relevant au moins des domaines politique, économique, social et culturel sur le plan national et international.

**Art. 6.** Le Gouvernement arrête les modalités pratiques liées à l'introduction de la demande, la délivrance, au renouvellement, en ce compris à l'ordre de classement prioritaire des demandes, ainsi qu'à la déchéance de la reconnaissance.

### CHAPITRE III. — *Modalités du régime d'aides aux éditeurs de presse écrite périodique non commerciale faisant l'objet d'une reconnaissance*

**Art. 7.** La durée du régime d'aides est de 10 ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Au plus tard douze mois avant l'arrivée de l'échéance du terme visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le présent régime d'aides peut être reconduit pour une durée équivalente, sous réserve de l'autorisation préalable de la Commission européenne, sur base d'une objectivation de la situation économique des éditeurs et du marché pertinent réalisée par un opérateur indépendant désigné par le Gouvernement en application de la législation sur les marchés publics.

**Art. 8.** Un montant de 514.000 euros est consacré à ce régime d'aides. Ce montant est indexé annuellement sur la base des prix à la consommation du mois de janvier de l'année précédente.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. L'éditeur qui fait l'objet d'une reconnaissance ne peut bénéficier d'une subvention annuelle que pour un seul titre de presse.

§ 2. La subvention visée au paragraphe 1<sup>er</sup> comprend deux volets :

- 1° une aide au fonctionnement liée à l'activité d'édition d'un montant minimum de 65.000 euros par bénéficiaire ;
- 2° un soutien spécifique au journalisme professionnel d'un montant minimum de 20.000 euros par bénéficiaire qui rémunère au moins un journaliste professionnel ou stagiaire.

§ 3. Les montants mentionnés au § 2 sont indexés annuellement sur la base de l'indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année précédente.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités de la répartition du solde des crédits budgétaires disponibles en fonction d'une part du volume d'emploi exprimé en équivalent temps plein (ETP), et d'autre part du niveau de rémunération moyenne perçue durant l'année civile concernée par les journalistes professionnels ou stagiaires.

§ 5. Le montant total de la subvention annuelle allouée à un éditeur ne peut dépasser 80% de ses coûts propres de fonctionnement liés à l'activité d'édition du titre de presse périodique au cours de l'année d'octroi de la subvention annuelle.

§ 6. Les dépenses éligibles sont liées à la couverture des coûts de fonctionnement liés à l'activité d'édition du titre de presse périodique, à savoir :

- 1° les coûts de personnel (hors revenus versés aux journalistes professionnels ou aux stagiaires);
- 2° les frais d'imprimerie ;
- 3° les frais de distribution ;
- 4° les frais informatiques ;
- 5° les frais de promotion ;
- 6° les frais juridiques ;
- 7° les frais d'assurance.

§ 7. Seules les dépenses engagées durant l'année civile de l'année d'octroi de la subvention sont admissibles.

§ 8. Si le bénéficiaire exerce d'autres activités, les dépenses directement liées à l'édition du titre de presse écrite périodique doivent être clairement identifiées dans le cadre d'une comptabilité analytique.

§ 9. Les aides visées aux paragraphes 3 et 4 ne peuvent faire l'objet d'un double subventionnement. Dans le cas où le bénéficiaire bénéficie déjà d'une subvention pour l'une de ces aides, il devra le mentionner explicitement. Dans ce cas, le principe de non double subventionnement d'une même dépense sera strictement respecté.

§ 10. Le bénéficiaire doit justifier l'utilisation de sa subvention en communiquant chaque année la liste des dépenses identifiées conformément aux dispositions du présent article aux Services du Gouvernement pour le 30 juin de l'année suivant l'année d'octroi de la subvention.

§ 11. Le Gouvernement arrête les modalités de liquidation de la subvention.

**Art. 10.** Le versement de l'aide prévue dans le cadre du régime d'aides est suspendu dans les cas où l'éditeur a toujours à sa disposition une aide illégale antérieure déclarée incompatible avec le marché intérieur par une décision de la Commission (qu'il s'agisse d'une aide individuelle ou d'une aide octroyée dans le cadre d'un régime d'aides déclaré incompatible avec le marché intérieur), jusqu'à ce qu'il ait remboursé ou versé sur un compte bloqué le montant total de l'aide illégale et incompatible avec le marché intérieur, en ce compris les intérêts de récupération correspondants.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les documents relatifs aux aides allouées dans le cadre du régime d'aides sont conservés par les Services du Gouvernement pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

§ 2. Les informations relatives aux montants et aux bénéficiaires des aides allouées sont publiées annuellement par les Services du Gouvernement sur leur site internet.

#### CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 12.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2024.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,  
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur  
Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la  
Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

#### Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement.

– Projet de décret, n° 638-1

– Rapport de commission, n° 638-2

– Amendement(s) en séance, n° 638-3

– Texte adopté en séance plénière, n° 638-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 31 janvier 2024.

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001399]

#### 1 FEBRUARI 2024. — Decreet inzake steun aan de niet-commerciële periodieke geschreven pers (1)

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet stelt een steunregeling in voor de niet-commerciële periodieke geschreven pers, hierna "steunregeling" genoemd, om het pluralisme van de niet-commerciële periodieke geschreven pers in het Franse taalgebied en in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad te waarborgen en de kwaliteitsjournalistiek te ondersteunen.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder:

1° uitgever van niet-commerciële periodieke geschreven pers, hierna te noemen "uitgever": iedere rechtspersoon als bedoeld in de artikelen 1:2, 1:3, 6:1, 8:4 en 8:5 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen die aan alle navolgende voorwaarden voldoet:

- een periodieke perstitel uitgeven in de zin van de definitie bedoeld in 2°;
- zijn maatschappelijke zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- onafhankelijk zijn van persgroepen, mediabedrijven of commerciële ondernemingen;
- lid zijn van de "Autorité pour l'autorégulation de la déontologie journalistique";

- tijdens elk boekjaar (kalenderjaar) niet meer dan 25% van de totale eigen inkomsten uit commerciële reclame ontvangen. Totale eigen inkomsten zijn inkomsten, exclusief subsidies, gegeneerd door de uitgeefactiviteit van de periodieke pers. Inkomsten uit commerciële reclame worden berekend na aftrek van belastingen, commissies en regiekosten;

2° periodieke pers: elke gedrukte en online periodieke pers die aan alle onderstaande voorwaarden voldoet:

- redactionele inhoud in het Frans presenteren;

- de uitgever, de hoofdredacteur of de auteur van het gewraakte artikel in de afgelopen tien jaar is niet door een rechtbank veroordeeld wegens schending van een van de democratische waarden genoemd in artikel 2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie, of van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, of van de wet van 30 juli 1981 tot bestrijding van bepaalde door racisme of vreemdelingenhaat ingegeven handelingen, de wet van 23 maart 1995 die ontkenning, minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van de genocide gepleegd door het Duitse nationaalsocialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog of enige andere vorm van genocide bestraft, of de algemene wet van 10 mei 2007 die bepaalde vormen van discriminatie bestrijdt, of de wet van 10 mei 2007 die discriminatie tussen mannen en vrouwen bestrijdt;

- algemene informatie, analyses, commentaren, interviews en debatten bevatten die voornamelijk en cumulatief betrekking hebben op politieke, sociaaleconomische, maatschappelijke en culturele kwesties;

- een totaal redactioneel volume per kalenderjaar van gedrukte titels bevatten, exclusief reclame en gesponsorde inhoud, van ten minste 800.000 tekens, inclusief spaties;

- regelmatig worden gepubliceerd, met ten minste vier publicaties per kalenderjaar;

3° de wet van 30 december 1963: de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en bescherming van de beroepstitel van journalist;

4° beroepsjournalist: een natuurlijke persoon die de titel van beroepsjournalist voert in de zin van de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist;

5° stagiair: een journalist die voldoet aan alle criteria van artikel 1 van de wet van 30 december 1963 betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist, met uitzondering van 4°, en die ten minste drie opeenvolgende maanden journalistieke activiteit kan aantonen;

6° regering: de regering van de Franse Gemeenschap;

7° regeringsdiensten: het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de erkenning*

**Art. 3. § 1.** Om de steunregeling te kunnen genieten, moet de uitgever erkend zijn als uitgever van een door de regering uitgereikte niet-commerciële periodieke geschreven pers, op voorwaarde dat hij gedurende de twee jaar voorafgaand aan het jaar van de aanvraag aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoet:

1° een periodieke pers uitgeven in de zin van artikel 2, 2° ;

2° de periodieke pers te koop aanbieden in ten minste vijftientig verkooppunten in België in het Franstalig gebied en in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

3° elk kalenderjaar minimaal 3.000 exemplaren van de periodieke pers te verkopen;

4° ten minste één beroepsjournalist of journalist in stage bezoldigen;

5° zijn redactioneel beleid op zijn website bekendmaken.

§ 2 Hij voegt bij zijn erkenningsaanvraag een actieplan met de concrete maatregelen die hij van plan is te nemen met het oog op:

1° het implementeren van de principes van gendergelijkheid en diversiteit in zijn teams en inhoud;

2° het invoeren op operationeel niveau van een doordacht beheer van hulpbronnen, inzonderheid door gerecycled papier en ecologische inkt te gebruiken, door gebruik te maken van lokale acteurs en zachte distributiemethoden, en door alternatieven voor vlieguren te gebruiken bij het rapporteren;

3° het jaarlijks ontwikkelen van en bijdragen aan minstens één initiatief voor media-educatie.

Het plan beschrijft ook de territoriale dekking van de pers, zijn bijdrage aan het democratisch debat en het pluralisme van de opinie, en het aanbod van onderwerpen en nieuws inzake ten minste politiek, economisch, sociaal en cultureel gebied op nationaal en internationaal niveau.

**Art. 4. § 1.** De erkenning bedoeld in artikel 3 wordt toegekend voor een periode van drie jaar, op voorwaarde dat de begunstigde aan de voorwaarden voldoet vermeld in artikel 3, § 1. Uiterlijk vier maanden voor het verstrijken van de erkenningsperiode dient de begunstigde bij de regeringsdiensten een activiteitenverslag in waarin wordt bevestigd dat aan de voorwaarden van artikel 3, § 1, is voldaan en dat de maatregelen ter uitvoering van het actieplan van artikel 3, § 2, zijn verwezenlijkt.

De regering bepaalt de praktische details van dit activiteitenverslag.

§ 2 De erkenning kan worden hernieuwd, maar de gecumuleerde duur ervan mag de in artikel 7 bepaalde duur van de steunregeling niet overschrijden. Opdat de erkenning door de regering kan worden hernieuwd, moet de uitgever een aanvraag tot hernieuwing indienen overeenkomstig de in artikel 3 bepaalde voorwaarden. Hij moet ook, op basis van het in lid 1 bedoelde verslag, de uitvoering van de concrete maatregelen van zijn actieplan met betrekking tot zijn huidige erkenning kunnen certificeren.

**Art. 5.** Wanneer de beschikbare begrotingskredieten ontoereikend zijn om alle uitgever te erkennen die aan de voorwaarden van artikel 3 voldoen, wordt een prioriteitsvolgorde voor de erkenning vastgesteld volgens een rangorde op basis van de volgende criteria in volgorde van belangrijkheid:

1° de naleving van de cumulatieve voorwaarden bepaald in de artikelen 2, 2°, en 3, § 1;

2° de kwaliteit van het in artikel 3, § 2, bedoelde actieplan;

3° het aantal beroepsjournalisten en stagiairs die tegen betaling regelmatig bijdragen aan het schrijven van artikelen voor de periodieke perstitel;

4° territoriale dekking van de periodieke titel;

5° zijn bijdrage aan het democratisch debat en de pluriformiteit van opinies, en het scala aan onderwerpen en newsitems dat het behandelt, ten minste op politiek, economisch, sociaal en cultureel gebied, zowel nationaal als internationaal.

**Art. 6.** De regering stelt de praktische regelingen vast voor de indiening, afgifte en verlenging van aanvragen, met inbegrip van de volgorde waarin aanvragen voorrang krijgen, en voor het vervallen van de erkenning.

**HOOFDSTUK III.** — *Regelingen betreffende de steunregeling voor uitgevers van erkende niet-commerciële periodieke geschreven pers*

**Art. 7.** De looptijd van de steunregeling bedraagt 10 jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Uiterlijk twaalf maanden vóór het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn kan deze steunregeling, na voorafgaande goedkeuring door de Europese Commissie, met een overeenkomstige periode worden verlengd op basis van een objectieve beoordeling van de economische situatie van de uitgevers en de relevante markt door een onafhankelijke marktdeelnemer die door de regering is aangewezen overeenkomstig de wetgeving inzake overheidsopdrachten.

**Art. 8.** Voor deze steunregeling is 514 000 euro uitgetrokken. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de consumentenprijzen in januari van het voorgaande jaar.

**Art. 9.** § 1. Een uitgever die erkend is, kan slechts voor één perstitel een jaarlijkse subsidie ontvangen.

§ 2 De in § 1 bedoelde subsidie bestaat uit twee onderdelen:

1° exploitatiesteun in verband met uitgeefactiviteiten van minimaal €65.000 per begunstigde;

2° specifieke steun voor professionele journalistiek van minstens 20.000 euro per begunstigde die minstens één beroepsjournalist of stagiair betaalt.

§ 3 De in § 2 genoemde bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op basis van de consumentenprijsindex voor januari van het voorgaande jaar.

§ 4 De Regering bepaalt de voorwaarden voor de verdeling van het saldo van de beschikbare begrotingskredieten op basis van, enerzijds, het tewerkstellingsvolume uitgedrukt in voltijdse equivalenten (VTE) en, anderzijds, het niveau van de gemiddelde bezoldigingen die tijdens het betrokken kalenderjaar door beroepsjournalisten of stagiairs werden ontvangen.

§ 5 Het totale bedrag van de jaarlijkse subsidie die aan een uitgever wordt toegekend, mag niet meer bedragen dan 80% van zijn eigen werkingskosten met betrekking tot de uitgeefactiviteit van de periodieke perstitel tijdens het jaar waarin de jaarlijkse subsidie wordt toegekend.

§ 6 Subsidiabele uitgaven hebben betrekking op de dekking van werkingskosten in verband met de uitgeefactiviteit van de periodieke perstitel, d.w.z. :

1° personeelskosten (met uitzondering van inkomsten betaald aan beroepsjournalisten of stagiairs);

2° afdrukkosten;

3° distributiekosten;

4° IT-kosten;

5° promotiekosten;

6° juridische kosten;

7° verzekeringskosten.

§ 7 Alleen uitgaven gedaan tijdens het kalenderjaar waarin de subsidie is toegekend, zijn subsidiabel.

§ 8 Als de begunstigde andere activiteiten uitvoert, moeten de uitgaven die rechtstreeks verband houden met de publicatie van de periodieke perstitel duidelijk worden geïdentificeerd in het kader van de analytische boekhouding.

§ 9 De hulpmiddelen bedoeld in het derde en vierde lid mogen niet tweemaal worden gesubsidieerd. Indien de begunstigde voor een van deze steunmaatregelen reeds een subsidie ontvangt, moet dit uitdrukkelijk worden vermeld. In dat geval wordt het beginsel dat dezelfde uitgaven niet tweemaal mogen worden gesubsidieerd, strikt nageleefd.

§ 10. De begunstigde moet het gebruik van zijn subsidie rechtvaardigen door elk jaar de lijst van de overeenkomstig de bepalingen van dit artikel geïdentificeerde uitgaven aan de regeringsdiensten mee te delen tegen 30 juni van het jaar dat volgt op het jaar waarin de subsidie werd toegekend.

§ 11. De regering beslist over de procedures voor de uitbetaling van de subsidie.

**Art. 10.** De betaling van de in het kader van de steunregeling voorziene steun wordt opgeschort in gevallen waarin de uitgever nog steeds beschikt over eerdere onrechtmatige steun die bij beschikking van de Commissie onverenigbaar met de interne markt is verklaard (ongeacht of het individuele steun betreft dan wel steun die is toegekend in het kader van een steunregeling die onverenigbaar met de interne markt is verklaard), totdat hij het totale bedrag van de onrechtmatige en onverenigbare steun, met inbegrip van de overeenkomstige rente, heeft terugbetaald of op een geblokkeerde rekening heeft gestort.

**Art. 11.** § 1. Documenten met betrekking tot in het kader van de steunregeling verleende steun worden door de regeringsdiensten bewaard gedurende tien jaar vanaf de datum waarop de steun is verleend.

§ 2 Informatie over de bedragen en begunstigden van de toegekende steun wordt jaarlijks door de regeringsdiensten bekendgemaakt op hun website.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 12.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen hierbij dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 1 februari 2024.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op “Wallonie-  
Bruxelles Enseignement”,  
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de  
Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement :

- Ontwerp van decreet, nr. 638-1

- Commissieverslag, nr. 638-2

- Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 638-3

- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 638 -4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 31 januari 2024.

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/001404]

**25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant reconnaissance du Musée Juif de Belgique comme Centre labellisé en vertu du décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l’humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 mars 2009, relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l’humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, les articles 4, 10 et 13 ;

Vu le décret du 5 octobre 2017 modifiant le décret du 13 mars 2009, relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l’humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, l’article 7 1<sup>o</sup> ;

Vu l’arrêté du 14 mai 2009 relatif aux procédures de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des Centres de ressources relatifs à la transmission de la mémoire et des Centres labellisés relatifs à la transmission de la mémoire visés par le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l’humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, tel que modifié par l’arrêté du 10 septembre 2009 ;

Considérant l’appel à candidatures publié au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> août 2023, sur les sites internet de la Communauté française, du Conseil de la transmission de la mémoire et de la Cellule de coordination pédagogique ;

Considérant la candidature de la personne morale dénommée Musée Juif de Belgique remise le 15 septembre 2023 ;

Considérant la vérification par la Cellule de coordination pédagogique de la recevabilité du dossier, et son rapport au Conseil de la transmission de la mémoire, tels que prévus à l’article 13, § 4, du décret ;

Considérant la proposition motivée du Conseil de la transmission de la mémoire du 11 décembre 2023 ;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Musée Juif de Belgique sis rue des Minimes, 21 à 1000 Bruxelles est reconnue, pour une durée de trois ans débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2024, en qualité de Centre labellisé relatif à la transmission de la mémoire au sens de l’article 13, du décret du 13 mars 2009, relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l’humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes.

**Art. 2.** Le Ministre-Président est chargé de l’exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 janvier 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations Internationales,  
des Sports et de l’Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET